



# Contribution de MLP à la Consultation Publique

## CONSULTATION PUBLIQUE

du 8 juin au 7 juillet 2023

**Projet de décision de l'Arcep précisant les règles de comptabilisation des coûts applicables aux sociétés agréées de distribution de la presse**

8 juin 2023

*Nota bene : la date limite de consultation a été prolongée, par l'Arcep, jusqu'au dimanche 20 août 2023.*

### 1- Contexte de la consultation

La comptabilité des messageries, devenues depuis la loi du 18 octobre 2019, des Sociétés Agréées de Distribution de la Presse, était régie par un décret datant des années 60 qui a été régularisé le 13 juin 1985, par un avis conforme, devenu caduque à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 dans le cadre de l'obligation d'application du plan comptable général et l'abandon des plans comptables sectoriels.

C'est dans ce cadre réglementaire que les messageries ont tenu leur comptabilité pendant des décennies, en conformité avec l'organisation de la chaîne de mandats, toujours existante et les dispositions de la loi du 2 avril 1947 avant modification par la loi du 18 octobre 2019. L'article 18.6, depuis abrogé, prévoyait une distinction entre la comptabilité des quotidiens et celle des autres publications.

La loi du 18 octobre 2019 a confirmé ce dispositif et introduit d'autres obligations :

1.1 - **L'article 19 dispose à l'alinéa 4** que « *Lorsque l'agrément est délivré à une société qui distribue des quotidiens, celle-ci doit présenter une **comptabilité analytique** distinguant la distribution de ces titres de la distribution des autres titres de presse.* »

1.2 - **Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 20** dispose que « *l'Arcep peut, de manière proportionnée à l'accomplissement de ses missions et sur la base d'une décision motivée, recueillir auprès des sociétés agréées de distribution de la presse toute information ou document nécessaire, notamment comptable pour s'assurer du respect par ces personnes des dispositions de la présente loi et des textes et décisions pris en application de ces mêmes dispositions.* »

Ce même article dit que l'Arcep précise les règles de comptabilisation des coûts par ces sociétés et établit les spécifications des systèmes de comptabilisation qu'elles doivent mettre en œuvre et utiliser.



1.3- L'article 18.2 relatif aux conditions techniques et tarifaires précise que l'Arcep peut modifier ou suspendre, leur application si : « ***elles ne respectent pas les principes de non-discrimination, d'orientation vers les coûts d'un opérateur efficace et de concurrence loyale*** ».

1.4- L'article 23 alinéa 1 reprend les dispositions de la loi Bichet dans sa rédaction issue de la loi du 17 avril 2015 sur la saisine de l'Autorité de la concurrence par l'Arcep en cas de faits susceptibles de contrevenir aux articles L. 420-1, L. 420-2, L. 420-5.

## 2- Portée et objectifs du projet de décision

La décision mise en consultation dans son intitulé fait référence à « ***des règles de comptabilisation des coûts*** », dans le 1.2 exposant l'objet et le champ de la décision on invoque « ***la mise en œuvre d'un système de comptabilité réglementaire*** », sur le plan opérationnel cela aboutit à la mise en place d'une comptabilité analytique sophistiquée nécessitant des travaux lourds, longs et coûteux.

L'Arcep précise ses objectifs en ces termes :

*« La mise en place des règles de comptabilisation des coûts applicables aux sociétés agréées de distribution de la presse (ci-après « SADP »), prévue par la loi Bichet, permettra de veiller au caractère transparent, efficace et non discriminatoire de l'offre de ces sociétés. Elle permettra notamment à l'Autorité de contrôler le respect des **obligations tarifaires imposées** à ces sociétés, notamment dans le cadre des avis publics relatifs aux conditions tarifaires des SADP qu'elle rend »*

A ce stade nous relevons qu'il s'agit de contrôler, selon l'Arcep, les « **obligations tarifaires imposées** » aux SADP. Dans un rapport du 9 juillet, Bruno Lasserre<sup>1</sup> alors Président de l'Autorité de la concurrence prônait la position suivante :

*« Il paraît à première vue excessivement intrusif de réguler totalement les barèmes du niveau 1 en exigeant une tarification fondée sur les coûts. Cette entorse à la liberté des prix paraît justifiée pour le niveau 2, car les dépositaires sont des monopoles locaux, mais elle se défend moins pour le niveau 1 puisqu'il existe à ce jour une concurrence, et que cette concurrence a déjà fait les preuves de son efficacité en conduisant à une baisse notable des taux d'intervention ».*

Nous sommes surpris que les objectifs de la décision ne se réfèrent pas à l'article 19 alinéa 4 sur l'obligation de présenter une comptabilité analytique séparée entre quotidiens et autres publications qui revêt un caractère essentiel dans l'analyse des coûts dont une partie est supportée par les magazines par le **mécanisme de péréquation** (subvention croisée) !

De même, puisque il s'agit de contrôler les conditions tarifaires nous constatons que l'objet du projet de décision (transparence, efficacité et non-discrimination)

<sup>1</sup> Rapport de Bruno Lasserre : proposition pour une réforme du conseil supérieur des messageries de presse  
- 9 juillet 2009



n'est pas conforme en totalité aux stipulations de l'article 12 puisque il omet de citer un quatrième principe : la concurrence loyale !

Cette omission limite la portée de la décision au seul contrôle des barèmes par les coûts et pourrait aboutir à une dérive de standardisation des prix aux « normes Arcep » avec pour conséquence l'anéantissement de la concurrence.

Aussi, il apparaît opportun que la portée et les objectifs de la décision soient conformes aux objectifs de la loi, à la doctrine de l'Arcep, émise lors des avis sur les barèmes des SADP et que le contrôle de la comptabilité et des barèmes intègre le principe de concurrence loyale.

Dans nos observations sur les documents de restitution (paragraphe 6), nous ferons des propositions à ce sujet.

### 3- Proportionnalité du dispositif envisagé

Le principe de proportionnalité prévu dans la loi Bichet (article 20) doit être pris en compte par l'Arcep. En effet, la seule obligation qui prévalait jusqu'à la dernière mise à jour de la loi Bichet était celle de l'article 18-6, abrogé depuis lors, à savoir celle d'une distinction entre la distribution des quotidiens et celle des autres publications. Les outils de comptabilité analytique de MLP, qui étaient proches des exigences de l'article 18-6, sont bien loin des objectifs fixés dans la consultation.

Le ratio dépenses IT / CA ressort à 6,5% pour MLP en 2023 et 5,9% hors contraintes ARCEP. Il est la conséquence du rythme effréné des réformes qui sont imposées par l'ARCEP. Ce ratio<sup>2</sup> est à comparer avec celui des sociétés européennes (5%) et celui des sociétés du secteur logistique (5%). Dans un marché en attrition, la prudence impose de contenir les investissements non productifs. Le risque est d'impacter la compétitivité de MLP, qui est déjà au-dessus des indicateurs sectoriels et géographiques et d'être contraire au principe « *d'orientation vers les coûts d'un opérateur efficace* ».

La comptabilité réglementaire dans l'environnement de l'Arcep est documentée, entres autres, par la décision n° 2008-0165<sup>3</sup> concernant La Poste et le guide de la comptabilité réglementaire de l'Union Internationale des Télécommunications<sup>4</sup>.

Dans le premier cas, il s'agit d'un secteur « sensible » mêlant un service universel d'utilité publique (courrier) et des activités commerciales concurrentielles.

Dans le deuxième cas, il s'agit d'opérateurs puissants utilisant des infrastructures essentielles et occupant une position significative du marché. L'objectif, in fine, étant d'encourager les investissements d'infrastructures, de favoriser une concurrence durable et de réguler les offres commerciales en tenant compte des coûts de production et de la rémunération du capital investi.

---

<sup>2</sup> Étude Flexera-State-of-the-Tech-Spend-Pulse-2022).

<sup>3</sup> Décision en date du 12 février 2008 relative aux règles de comptabilisation, en application de l'article L. 5-2, 6° du code des postes et des communications électroniques

<sup>4</sup> Guide de la comptabilité réglementaire UIT - bureau de développement des télécommunications - mars 2009



Dans le deux cas cités, nous sommes en présence de sociétés réalisant des chiffres d'affaires en milliards ... Sans dévaloriser l'importance de la distribution de la presse au sens de la démocratie et des libertés, nous sommes aux antipodes des enjeux économiques.

Au mieux, la distribution de la presse pourrait être rapprochée des problématiques de la Poste dont le marché essentiel connaît une forte attrition qui nécessite une gestion résiliente et une dégradation des délais de remise du courrier.

**Il nous apparaît nécessaire que la comptabilité règlementaire opposable aux SADP n'entraîne pas des contraintes excessives et disproportionnées et tienne compte des ressources opérationnelles dont elles disposent.**

#### 4- La hiérarchie des normes comptables

Dans le projet de l'Arcep, il est demandé de modifier les informations comptables tenues, afin de respecter les principes fixés par la décision.

En France, c'est l'Autorité des Normes Comptables (ANC) qui est régulateur comptable et non l'Arcep. L'Arcep ne peut donc pas imposer de nouvelles dispositions comptables à une société. Il y a certainement une confusion entre comptabilité (le PCG est une loi...) et comptabilité analytique.

#### 5- Cohérence et pertinence des périmètres

Les états de restitution sont organisés par périodicité allant de quotidienne à trimestrielle. La distinction entre quotidiens et magazines est non seulement pertinente mais elle répond à une disposition spécifique de la loi. Par contre, la distinction au sein de la presse magazine par périodicité entraînerait des coûts de mise en œuvre et de contrôle exorbitants sans pour autant être pertinente.

Dans les barèmes de MLP, un seul poste différencie les périodicités il s'agit du poste « 1.1 - prise en charge des parutions ». Cette prestation ne représente qu'une part très modeste de nos produits, comme l'indique le tableau ci-dessous.

[SDA] [...]



Si l'on appliquait la moyenne [SDA] [...] aux hebdomadaires, nous obtiendrions un écart de [SDA] [...], ce n'est donc pas significatif. Ce sont les tirages et non pas les périodicités qui entraînent des écarts de facturation entre les titres en vertu des économies d'échelle dont l'Arcep a reconnu la logique en ces termes<sup>5</sup> :

*« La mise en place de remises ne constitue pas nécessairement un problème en soi. Par exemple, certaines d'entre elles peuvent se justifier par des gains d'efficacité notamment liés aux effets d'échelle, rétrocedés partiellement ou totalement aux éditeurs. »*

Toutefois, faire une comptabilité analytique sur la base des tirages aurait les mêmes inconvénients que la comptabilité analytique à la périodicité. Saucissonner les coûts logistiques aboutirait à mettre en place une « usine à gaz ».

**Selon le principe de causalité, il faut supprimer la granularité à la parution et traiter tous les magazines (ou publications) ensemble.**

Même remarque pour l'Outre Mer qui ne représente que 1,9% du chiffre d'affaires de MLP. Faire une distinction analytique par DOM-TOM serait peu efficient et ne permettrait pas une analyse significative à la régulation.

## 6- Observations sur les états de restitution

### 6.1 – État de restitution R1 – Commissions N2-N3

La comptabilité de MLP n'est pas organisée pour distinguer les commissions versées au niveau 2 et au niveau 3. En effet, les décisions de la régulation antérieure<sup>6</sup> concernant la rémunération des agents de la vente cumulaient les commissions des deux niveaux. A cet égard, MLP a présenté aux services de l'Arcep, en décembre 2022, un projet de modification de la rémunération du réseau de détaillants dont l'une des conséquences était justement de distinguer le taux de commission payé au N2 et au N3. En l'occurrence, il s'agissait de renseigner un taux pour chaque diffuseur et non pas un taux global pour chaque catégorie de diffuseurs. Lors de cette présentation, MLP a demandé un délai de réalisation d'un an car cela implique des modifications structurelles de comptabilisation. Nous ne sommes par conséquent pas en mesure de renseigner cette donnée tant que le chantier de fond sur la rémunération des diffuseurs n'est pas mené.

### 6.2 Traitement des subventions dans les produits d'exploitation

Dans le plan comptable général, une subvention apparaît effectivement en produits. Dans une comptabilité analytique, tenir compte des subventions pour calculer le résultat net d'une catégorie de produits revient à considérer que les aides

<sup>5</sup> Décision de l'Arcep n° 2020-0139 sur les conditions techniques et tarifaires de MLP

<sup>6</sup> Décision du CSMP n° 2011-01



de l'État sont des produits opérationnels. Si l'on s'en tient aux objectifs de l'Arcep de contrôle des conditions techniques et tarifaires, nous sommes donc opposés à ce que les subventions soient imputées directement dans les produits, ce qui a pour effet de modifier la lecture du résultat obtenu et donc d'afficher des conditions techniques et tarifaires qui ne seraient pas en phase avec les coûts réels.

Ceci est d'autant plus nécessaire que les aides de l'État, pour la distribution de la presse, telles qu'elles apparaissent dans la comptabilité publique sont distinguées entre :

- Aides à la modernisation de la presse
- Aides à la distribution de la presse IPG à l'exportation

Nous préconisons la création d'un état de restitution spécifique aux subventions qui préciserait, pour chaque SADP, l'utilisation réelle de ses subventions avec le détail des actions entreprises. Par exemple, pour les aides à la modernisation de la presse, les SADP auraient l'obligation de justifier les actions menées.

### **6.3 (granularité horizontale) Publications et encyclopédies**

Les barèmes export ne sont pas soumis à l'avis de la régulation, nous préconisons, par conséquent, qu'ils soient traités en masse et ne fassent pas l'objet d'une comptabilité analytique.

### **6.4 État de restitution R1 - OM**

Même remarque générale que pour l'état de restitution R1. Une précision d'importance, il n'y a ni commission versée au N2, au N3 ni de DROP, il n'existe qu'une seule commission versée au distributeur, comme pour l'export.

### **6.5 État de restitution R2P**

En cohérence avec ce qui a été dit sur l'état R1, l'export ne devrait pas figurer sur ce tableau.



## **6.6 État de restitution R2 – OM**

Cet état n'est absolument pas adapté à l'activité puisqu'il n'y a que deux prestations appliqués aux éditeurs à savoir le taux de commission du distributeur et le transport.

## **6.7 État de restitution R3 portant sur les coûts**

Outre la granularité et la faisabilité sur laquelle nous reviendrons dans le paragraphe « calendrier de mise en œuvre », nous constatons que dans la rubrique « transports aller » vous mentionnez les transports hors socle de distribution et notamment les enlèvements. Cette prestation n'est pas incluse dans les prestations de base puisqu'elle ne concerne que les éditeurs qui en font la demande. Elle ne devrait donc pas figurer sur cet état.

Dans la rubrique « invendus » (retours), il y a deux sous rubriques « destruction – recyclage du vieux papier » et « transport des invendus (collecte) » qui ne devraient pas figurer dans cet état puisque le recyclage du vieux papier est un produit qui est partagé entre les éditeurs et les SADP. Quant au transport, il n'y a pas de charge directe pour les SADP puisque celle-ci est comprise dans la prestation du N2 (commission 7,1%). Enfin, il n'y a pas de transport dédié à la récupération des invendus qui sont opérés par les transporteurs lors des flux aller.

## **6.8 État de restitution R4**

Comme nous l'avons déjà exprimé précédemment, l'export ne devrait pas figurer sur cet état et la distinction de la presse magazine en publication entre hebdo, bimensuelle, mensuelle, bimestrielle et plus devrait être abandonnée au profit de l'ensemble de la presse magazine.

# **7- Observations sur le corps de la décision concernant les techniques envisagées**

## **7.1 Rubrique de la décision 4.1 : les coûts**

Vous indiquez à la fin du paragraphe que les clés d'allocation doivent être limitées au strict nécessaire. C'est un vœu pieux. En effet, les SADP sont des ETI et en ce qui concerne MLP, notre politique RH est tournée vers la polyvalence des salariés compte tenu de la variété des tâches à accomplir et de l'impossibilité d'affecter à chaque tâche un seul ETP. Ainsi, un certain nombre de fonctions de l'organisation contribuent à plusieurs centres de profit. Cela aboutirait, compte tenu de la granularité demandée, à une « explosion » des clés d'allocation.

## **7.2 Rubrique 4.2 : description de l'activité**

Il est indiqué qu'en complément des restitutions des coûts et des revenus, les SADP tiennent également à jour une description physique de leur activité. Cette demande nous paraît totalement disproportionnée et contraire à la liberté du





commerce et de l'industrie. Elle constitue une immixtion dans la gestion de l'entreprise.

## 8- Restitutions et contrôles

Les modalités de restitutions et de contrôles impliquant la tenue à jour d'une documentation indiquant la méthodologie employée et un catalogue commenté des clés d'allocation entraîneraient des échanges interminables avec les services de l'Arcep auxquels se superposerait l'audit indépendant prévu au 7.2. Ces contrôles nous semblent disproportionnés par rapport aux objectifs à atteindre. Par ailleurs, il existe déjà un contrôle de l'application des barèmes, par les commissaires aux comptes, la question se poserait de son maintien.

## 9- Calendrier de mise en œuvre

Préalablement, nous souhaitons rappeler que les travaux sur la comptabilité analytique ont débuté en 2020, quatre réunions ont été organisées avec les services de l'Arcep [SDA] [...], en date des 25 septembre, 9 octobre, 22 octobre et 3 novembre. Entre le 3 novembre 2020 et le 13 février 2023, soit 27 mois, rien ne s'est passé.

En décembre 2022, comme cela a déjà été mentionné, nous avons pris l'initiative de proposer à l'Arcep une modification du système de commissionnement entre le N2 et le N3, en expliquant clairement qu'il nous fallait une année entière pour modifier le système (décision en 2022, préparation des systèmes en 2023, application en 2024). L'Arcep nous a demandé d'attendre les décisions qui seraient prises concernant la rémunération des diffuseurs.

Lorsque le sujet de la comptabilité réglementaire a été abordé en COCODIP, le représentant de MLP, à savoir José Ferreira, a toujours indiqué la nécessité d'une année blanche pour permettre la mise en place de la comptabilité avec application à A+2 et restitution à A+3. Une comptabilité analytique commence le 1<sup>er</sup> janvier et non pas en cours d'année.

**Le calendrier de mise en œuvre proposé est impossible à tenir ! Le dispositif envisagé est disproportionné eu égard aux objectifs recherchés ! Les travaux demandés sont incompatibles avec les moyens disponibles !**

## 10- Proposition de mise en œuvre progressive et co-construite

Le projet de décision de l'Arcep entraînerait de profonds changements dans l'approche analytique de la comptabilité qui nous paraissent disproportionnés par rapport aux objectifs de la Loi. La granularité des analyses recherchées risquerait d'aboutir à une somme de détails mettant en exergue « l'infiniment petit » au détriment de « l'infiniment grand »

Nous proposons une approche progressive et consensuelle. Dans un premier temps, la restitution ci-dessous nous paraît répondre à l'urgence des questions posées par les conditions tarifaires, la concurrence (loyale et durable) et la soutenabilité économique de la distribution de la presse.





État	Restitution R1	Quots Métro	Quots Drom	Mags Métro	Mags Drom	Export	HP+Encyclos	Prestas	Total
VMF									
Exemplaires									
Parutions									
<b>Produits des barèmes</b>									
<b>Drop facturé éditeurs</b>									
<b>Produits financiers</b>									
<b>Autres produits</b>									
<b>Chiffre d'affaires</b>									
MOD									
MOI									
Sous-traitance									
Transports N1									
Transports N2 (DROP)									
Locations									
Achats consommables									
Entretien et maintenance									
Autres charges externes									
Provisions clients									
Amortissements									
<b>Total Charges exploitation</b>									
<b>Résultat Opérationnel</b>									
Péréquation									
Subventions									
<b>Total produits non Opérat</b>									
<b>Résultat exploitation</b>									

Nous serons en mesure de transmettre, aux services de l'Arcep, cet état de restitution pour l'année 2022 en novembre 2023.

Pour l'exercice 2023, ce même état pourrait être remis à l'Arcep après la clôture des comptes soit en juillet 2024.

Les clés de répartition seraient libres pour chaque SADP et feraient l'objet d'une note explicative et le cas échéant d'un échange avec les services de l'Arcep afin d'améliorer le dispositif.

Conjointement à cet état, il serait fourni un état sur les aides ou subventions selon le modèle ci-dessous.



État	Restitution-Subventions	Quots Métro	Quots Drom	Mags Métro	Mags Drom	Export	Total
Modernisation de la distribution							
Aides à l'export							
Autres							
Total produits non Opérat							
Investissements logiciels							
Participations Sociétés communes							
frais de personnel							
Études et recherches							
Remises éditeurs							
Autres (à préciser)							
Autres (à préciser)							
Autres (à préciser)							
Autres (à préciser)							
Autres (à préciser)							
Autres (à préciser)							
Total Imputations							

A partir de 2023, selon un calendrier à établir avec les deux SADP, nous pourrions travailler sur la deuxième phase à savoir : la mise en place d'une comptabilité analytique aux bornes du barème pour application au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et restitution en 2025.

Fait à Paris, le 20 août 2023